

PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 24 MARS 2025

| | | | |
|----------------------|---------------------------|----------------|---------------------|
| Nbre de conseillers | : 20 | Réunion du | 24 mars 2025 |
| Nbre de présents | : 13 | Convocation du | 19 mars 2025 |
| Nbre de votants | : 15 | Affichage du | 20 mars 2025 |
| Pouvoirs | : 2 | | |
| Secrétaire de séance | : Madame Juliette HOUIVET | | |

Le lundi vingt-quatre mars deux mil vingt-cinq à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Madame LEBERRURIER Stéphanie, Maire
Etaient présents : M. LE MAZIER, A. PREVEL, B. DELAMARRE adjoints, S. PIERRE, C. MARIE, J. HOUIVET, A. SIMON, R. SEVIN, L. YVRAY, M. LARDILLIER, O. MALASSIS, F. GUILLOCHIN
Absents non représentés M. GUILLAUME, D. POTEL, S. BRASIL, A. MARY, L. FLAMBARD
Absents représentés S. JOVIEN SEVESTRE, M. GUYOT
Formant la majorité des membres en exercice.

Objet : ADMINISTRATION :

Approbation du compte rendu du conseil municipal du 25 février 2025

Madame le Maire ayant communiqué au conseil municipal le compte rendu de la réunion du 25 février 2025

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

➤ approuve le compte rendu du conseil municipal du 25 février 2025

Objet : Cotisation Foncière des Entreprises : exonération en faveur des établissements appartenant aux entreprises qui bénéficient de l'exonération prévue à l'article 44 quinquies A dans une zone France Ruralités Revitalisation

- Vu la loi de finances pour 2024,
- Vu la loi de finances pour 2025,
- Vu l'article 1466 G du code général des impôts,
- Vu l'article 44 quinquies A du code général des impôts,

La loi de finances pour 2024 a acté la suppression des Zones de Revitalisation Rurale (ZRR) et son remplacement par les zones France Ruralités Revitalisation (FRR). Un classement en zonage ZRR ouvrait droit, jusqu'au 30 juin 2024, à des exonérations fiscales et sociales afin de soutenir l'activité économique et l'attractivité des communes. En particulier, les collectivités pouvaient exonérer pendant deux ans de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et de cotisation foncière des entreprises (CFE), les entreprises créées ou reprises exerçant une activité industrielle, commerciale, artisanale ou libérale, employant moins de 11 salariés et ayant leur siège social, leur activité et leurs moyens d'exploitation sur le territoire.

Les conditions d'exonérations de TFPB et de CFE sont identiques en ZRR et en FRR. Seule la durée d'exonération est modifiée. Si le conseil municipal vote cette délibération, les entreprises concernées seront dorénavant exonérées à 100% pendant 5 ans puis pendant 3 ans de manière dégressive (75%, 50% et enfin 25%).

Dans un arrêté du 19 juin 2024 constatant le classement des communes en zone France Ruralités Revitalisation, seules les communes de Les Monts d'Aunay, Malherbe-sur-Ajon, Bonnemaison, Brémoy, Courvaudon, Longvillers, Le Mesnil-au-Grain et Seulline étaient citées. La loi de finances pour 2025 a modifié les critères de classement des communes. Si bien que depuis le 14 février 2025, date de promulgation de la loi de finances 2025, **toutes les communes** du territoire sont classées en zone France Ruralités Revitalisation.

La loi de finances 2025 a accordé la possibilité aux communes et aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale qui le souhaitent, d'instituer les exonérations de TFPB et de CFE au titre des impositions 2025. Pour cela, les délibérations doivent être prises dans un délai de 40 jours à compter de la promulgation de la loi de finances, soit jusqu'au 26 mars 2025 inclus. Le 19 mars 2025, le conseil communautaire de Pré-Bocage Intercom a délibéré en ce sens.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- DECIDE d'instaurer l'exonération de **cotisation foncière des entreprises** prévue en faveur des opérations visées à l'article 1466 G du code général des impôts ;
- CHARGE Madame le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Objet : Taxe foncière sur les propriétés bâties : exonération en faveur des immeubles situés en zone France Ruralités Revitalisation rattachés à un établissement remplissant les conditions requises pour bénéficier de l'exonération de cotisation foncière des entreprises prévue à l'article 1466 G du code général des impôts

- Vu la loi de finances pour 2024,
- Vu la loi de finances pour 2025,
- Vu l'article 1383K du code général des impôts,
- Vu l'article 1466 G du code général des impôts,
- Vu l'article 44 quindecies A du code général des impôts,

La loi de finances pour 2024 a acté la suppression des Zones de Revitalisation Rurale (ZRR) et son remplacement par les zones France Ruralités Revitalisation (FRR). Un classement en zonage ZRR ouvrait droit, jusqu'au 30 juin 2024, à des exonérations fiscales et sociales afin de soutenir l'activité économique et l'attractivité des communes. En particulier, les collectivités pouvaient exonérer pendant deux ans de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et de cotisation foncière des entreprises (CFE), les entreprises créées ou reprises exerçant une activité industrielle, commerciale, artisanale ou libérale, employant moins de 11 salariés et ayant leur siège social, leur activité et leurs moyens d'exploitation sur le territoire.

Les conditions d'exonérations de TFPB et de CFE sont identiques en ZRR et en FRR. Seule la durée d'exonération est modifiée. Si le conseil municipal vote cette délibération, les entreprises concernées seront dorénavant exonérées à 100% pendant 5 ans puis pendant 3 ans de manière dégressive (75%, 50% et enfin 25%).

Dans l'arrêté du 19 juin 2024 constatant le classement des communes en zone France Ruralités Revitalisation, seules les communes de Les Monts d'Aunay, Malherbe-sur-Ajon, Bonnemaïson, Brémoy, Courvaudon, Longvillers, Le Mesnil-au-Grain et Seulline, étaient citées. La loi de finances pour 2025 a modifié les critères de classement des communes. Si bien que depuis le 14 février 2025, date de promulgation de la loi de finances 2025, **toutes les communes** du territoire sont classées en zone France Ruralités Revitalisation.

La loi de finances 2025 a accordé la possibilité aux communes et aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale qui le souhaitent, d'instituer les exonérations de TFPB et de CFE au titre des impositions 2025. Pour cela, les délibérations doivent être prises dans un délai de 40 jours à compter de la promulgation de la loi de finances, soit jusqu'au 26 mars 2025 inclus. Le 19 mars 2025, le conseil communautaire de Pré-Bocage Intercom a délibéré en ce sens.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- DECIDE d'instaurer l'exonération de **taxe foncière sur les propriétés bâties** en faveur des immeubles situés dans les zones France Ruralités Revitalisation mentionnées aux II et III de l'article 44 quindecies A du code général des impôts et rattachés à un établissement remplissant les conditions pour bénéficier de l'exonération de cotisation foncière des entreprises prévue à l'article 1466 G du code général des impôts ;
- CHARGE Madame le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Ainsi fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits et ont signé au registre les membres présents.

Objet : Pré-Bocage Intercom : révision libre de l'attribution de compensation de la commune en 2025

- Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 35 ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu le Code Général des Impôts et notamment l'article 1609 nonies C ;
- Vu les statuts de la Communauté de communes de Pré-Bocage Intercom ;
- Vu la délibération 20200716-16 du Conseil Communautaire du 16 juillet 2020 portant création de la Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) et la délibération 20201216-4 du Conseil Communautaire du 16 décembre 2020 actant sa composition ;
- Vu la délibération 20230329-15 du Conseil Communautaire du 29 mars 2023 ;
- Vu le rapport de la Commission locale d'évaluation des charges transférées 2025 ;

L'attribution de compensation (AC) est le principal flux financier entre les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité professionnelle unique (FPU). Elle correspond, schématiquement, à la différence entre la fiscalité économique et les charges transférées par les communes à cette catégorie d'intercommunalité.

Le montant de l'Attribution de Compensation (AC) fixé initialement entre un EPCI et ses communes membres peut à tout moment faire l'objet d'une révision. Le V de l'article 1609 nonies C du CGI prévoit les modalités d'une révision libre des Attributions de Compensation. Pour pouvoir être mise en œuvre, la procédure dite de révision libre nécessite la réunion de trois conditions :

- Une délibération à la majorité des deux-tiers du conseil communautaire,
- Que chaque commune délibère à la majorité simple sur ce montant d'AC révisé,
- Et que la délibération tienne compte du dernier rapport élaboré par la CLECT.

Madame le Maire rappelle qu'une réflexion concertée entre l'intercommunalité et les communes du territoire sur les mesures financières et fiscales à prendre s'est tenue lors de la conférence des maires **du 15 février 2023**. Il est ressorti des débats qu'il était nécessaire d'améliorer les marges de manœuvre de l'intercommunalité. Deux solutions avaient alors émergé : une augmentation de la fiscalité perçue par l'intercommunalité ou une révision des attributions de compensation des communes.

Les membres du conseil communautaire avaient validé, par délibération 20230329-15 du Conseil Communautaire du 29 mars 2023, le principe d'une révision libre des attributions de compensation selon les modalités suivantes :

- Baisser de 6% par rapport au montant 2022 les AC des 6 communes percevant une AC de la part de PBI.
- Augmenter de 5% par rapport au montant 2022 les AC versées à PBI par les 21 autres.

Ainsi, en 2023, l'impact de cette révision des AC pour chacune des communes du territoire était le suivant :

| Communes | Impact Révision libre des AC |
|-------------------------|------------------------------|
| Amayé-sur-Seulles | 499,14 |
| Aurseulles | 2 399,35 |
| Les Monts d'Aunay | 12 383,19 |
| Malherbe-sur-Ajon | 1 173,28 |
| Bonnemaison | 766,52 |
| Brémoy | 721,54 |
| Cahagnes | 114,35 |
| Caumont-sur-Aure | 3 408,77 |
| Courvaudon | 527,10 |
| Epinay-sur-Odon | 1 126,48 |
| Dialan-sur-Chaine | 545,02 |
| Landes-sur-Ajon | 423,27 |
| Les Loges | 266,64 |
| Longvillers | 61,69 |
| Maisoncelles-Pelvey | 182,97 |
| Maisoncelles-sur-Ajon | 409,31 |
| Le Mesnil-au-Grain | 179,95 |
| Monts-en-Bessin | 573,44 |
| Val d'Arry | 2 135,40 |
| Parfouru-sur-Odon | 615,88 |
| Seulline | 1 038,99 |
| Saint-Louet-sur-Seulles | 228,47 |
| Saint-Pierre-du-Fresne | 227,68 |
| Val de Drôme | 1 572,38 |
| Tracy-Bocage | 101,31 |
| Villers-Bocage | 60 100,86 |
| Villy-Bocage | 1 274,15 |
| TOTAL | 93 057,13 |

et les attributions de compensation définitives 2023 avaient été fixées de la manière suivante :

| Communes | AC 2022 | TOTAL Charges transférées pour AC 2023 | Impact Révision libre des AC | AC 2023 |
|-------------------------|-------------------|--|------------------------------|-------------------|
| Amayé-sur-Seulles | - 9 982,80 | - 269,04 | 499,14 | - 10 212,90 |
| Aurseulles | - 47 986,94 | 3 439,33 | 2 399,35 | - 53 825,62 |
| Les Monts d'Aunay | 206 386,47 | 3 593,00 | 12 383,19 | 190 410,28 |
| Malherbe-sur-Ajon | - 23 465,74 | 306,99 | 1 173,28 | - 24 946,01 |
| Bonnemaison | - 15 330,29 | 1 871,88 | 766,52 | - 17 968,69 |
| Brémoy | - 14 430,91 | 304,82 | 721,54 | - 15 457,27 |
| Cahagnes | 1 905,76 | 631,58 | 114,35 | 1 159,83 |
| Caumont-sur-Aure | 56 812,96 | 8 039,42 | 3 408,77 | 45 364,77 |
| Courvaudon | - 10 542,02 | 1 007,63 | 527,10 | - 12 076,75 |
| Epinay-sur-Odon | - 22 529,63 | 963,47 | 1 126,48 | - 24 619,58 |
| Dialan-sur-Chaine | - 10 900,40 | 438,53 | 545,02 | - 11 883,95 |
| Landes-sur-Ajon | - 8 465,36 | 1 854,23 | 423,27 | - 10 742,86 |
| Les Loges | - 5 332,80 | - 555,74 | 266,64 | - 5 043,70 |
| Longvillers | 1 028,12 | 274,18 | 61,69 | 692,25 |
| Maisoncelles-Pelvey | - 3 659,43 | - 352,38 | 182,97 | - 3 490,02 |
| Maisoncelles-sur-Ajon | - 8 186,07 | 937,02 | 409,31 | - 9 532,40 |
| Le Mesnil-au-Grain | - 3 599,16 | 229,31 | 179,95 | - 3 549,80 |
| Monts-en-Bessin | - 11 468,75 | 136,19 | 573,44 | - 12 178,38 |
| Val d'Arry | - 42 708,00 | - 6,55 | 2 135,40 | - 44 836,85 |
| Parfouru-sur-Odon | 10 264,61 | 379,59 | 615,88 | 9 269,14 |
| Seulline | - 20 779,70 | 2 764,31 | 1 038,99 | - 24 583,00 |
| Saint-Louet-sur-Seulles | - 4 569,45 | - 984,79 | 228,47 | - 3 813,13 |
| Saint-Pierre-du-Fresne | - 4 553,62 | 502,86 | 227,68 | - 5 284,16 |
| Val de Drôme | - 31 447,53 | - 943,32 | 1 572,38 | - 32 076,59 |
| Tracy-Bocage | - 2 026,35 | 46,37 | 101,31 | - 2 174,03 |
| Villers-Bocage | 1 001 681,01 | 4 856,75 | 60 100,86 | 936 723,40 |
| Villy-Bocage | - 25 483,12 | - 699,07 | 1 274,15 | - 26 058,20 |
| TOTAL | 950 630,86 | 28 307,95 | 93 057,13 | 829 265,78 |

Madame le Maire rappelle que le Conseil municipal a approuvé la révision libre de l'attribution de compensation de la commune, uniquement pour 2023, par délibération n° 2023-044 du 2 mai 2023 puis uniquement pour 2024 par délibération n° 2024-036 du 28 mars 2024.

Elle ajoute que, lors de la présentation du rapport d'orientation budgétaire 2025 faite en conseil communautaire le 5 février 2025, il a été constaté que l'équilibre financier à long terme de la communauté de communes pouvait être assuré en maintenant la révision libre des attributions de compensation décidée en 2023.

Elle demande alors aux membres du Conseil municipal de se positionner sur le maintien de la révision libre de l'attribution de compensation de la commune pour 2025, sachant que si cette révision est maintenue le montant de l'attribution de compensation 2025 s'élèverait à :

| Communes | Transfert de charges "piscine" 2024 (6 mois) | AC 2024 | Transfert de charges "piscine" 2025 (6 mois) | Charges à transférer ADS | Charges à transférer Voirie | AC 2025 |
|-------------------------|--|-------------------|--|--------------------------|-----------------------------|-------------------|
| Amayé-sur-Seultes | | - 10 639,27 | | 1 425,74 | | - 12 065,01 |
| Aurseultes | | - 53 070,70 | | 1 396,62 | 1 423,20 | - 55 890,52 |
| Les Monts d'Aunay | 35 119,83 | 153 512,40 | 35 119,83 | 3 472,33 | - 2 205,70 | 117 125,94 |
| Malherbe-sur-Ajon | | - 24 308,55 | | 540,46 | | - 23 768,09 |
| Bonnemaison | | - 15 388,81 | | 474,27 | | - 15 863,08 |
| Brémoy | | - 17 126,17 | | 1 411,21 | | - 15 714,96 |
| Cahagnes | | 2 409,29 | | 985,01 | | 3 394,30 |
| Caumont-sur-Aure | 15 776,59 | 20 653,32 | 15 776,58 | 483,21 | - 7 229,30 | 12 589,25 |
| Courvaudon | | - 10 158,25 | | 1 005,49 | | - 11 163,74 |
| Epinay-sur-Odon | | - 24 333,46 | | 276,90 | | - 24 056,56 |
| Dialan-sur-Chaine | | - 11 857,43 | | 342,50 | | - 11 514,93 |
| Landes-sur-Ajon | | - 10 133,16 | | 238,10 | | - 10 371,26 |
| Les Loges | | - 5 743,78 | | 228,78 | | - 5 515,00 |
| Longvillers | | 1 381,95 | | 1 435,34 | | - 53,39 |
| Maisoncelles-Pelvey | | - 3 612,79 | | 197,09 | 49,76 | - 3 859,64 |
| Maisoncelles-sur-Ajon | | - 8 858,71 | | 283,53 | | - 8 575,18 |
| Le Mesnil-au-Grain | | - 3 641,81 | | 143,61 | | - 3 785,42 |
| Monts-en-Bessin | | - 10 533,54 | | 1 779,16 | | - 12 312,70 |
| Val d'Arry | | - 44 038,53 | | 1 406,38 | | - 42 632,15 |
| Parfouy-sur-Odon | | 9 604,73 | | 703,28 | | 8 901,45 |
| Seulline | | - 21 451,89 | | 1 166,27 | | - 22 618,16 |
| Saint-Louet-sur-Seultes | | - 4 117,19 | | 249,95 | 535,50 | - 4 902,64 |
| Saint-Pierre-du-Fresne | | - 6 858,89 | | 1 543,26 | | - 4 815,63 |
| Val de Drôme | | - 32 486,71 | | 993,93 | | - 33 480,64 |
| Tracy-Bocage | | - 2 531,87 | | 0,57 | 22,32 | - 2 553,62 |
| Villers-Bocage | 74 629,15 | 860 385,37 | 74 629,15 | 5 180,57 | | 780 575,65 |
| Villy-Bocage | | - 26 785,09 | | 494,06 | 59,00 | - 27 338,15 |
| TOTAL | 125 525,57 | 700 770,46 | 125 525,56 | 12 854,00 | - 7 345,22 | 569 736,12 |

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- DECIDE de maintenir, uniquement pour l'année 2025, la révision libre de l'attribution de compensation décidée en 2023 selon les modalités prévues dans le corps de la délibération ;
- PREND ACTE du montant de l'attribution de compensation 2025 présenté dans le tableau susmentionné ;
- AUTORISE Madame le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Objet : Pré-Bocage Intercom : approbation du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu le Code Général des Impôts, notamment l'article 1609 nonies C ;
- Vu la délibération n° 20200716-13 du conseil communautaire de la Communauté de communes Pré Bocage Intercom approuvant la création de la CLECT (Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées) ;
- Vu les services communs mis en place pour répondre à la demande des communes adhérentes en matière d'ADS (Service d'Application du Droit des Sols) et d'urbanisme ;

- Vu l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2016 portant création de la communauté de communes Pré-Bocage Intercom issue de la fusion de la communauté de communes Aunay-Caumont Intercom et de la communauté de communes Villers-Bocage Intercom et de l'extension à la commune du Plessis-Grimoult ;
- Vu le rapport de la CLECT, réunie en séance du 5 mars 2025 ;

Conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C du code général des impôts, la CLECT, dans sa séance du 5 mars 2025 a établi un rapport concernant les transferts de charges liés aux nouvelles voies à intégrer à la voirie intercommunale et au coût du service commune de l'ADS. Le rapport est annexé à la présente délibération.

Il appartient aux conseils municipaux de se prononcer sur ce rapport établi par la CLECT. Le rapport sera définitivement adopté s'il est validé par les conseils municipaux à la majorité qualifiée. Pour rappel, la majorité qualifiée peut être obtenue de deux manières :

- approbation par la moitié des conseils municipaux représentant les deux-tiers de la population,
- approbation par les deux-tiers des conseils municipaux représentant la moitié de la population.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- APPROUVE le rapport de la CLECT en date du 5 mars 2025 tel que présenté en annexe ;
- AUTORISE Madame le Maire à effectuer toutes les démarches utiles et nécessaires en vue de l'application de la présente délibération et à signer tout document se rapportant à cette affaire

QUESTIONS ORALES

- ⇒ L'aménageur NEXITY va être prévenu que des détritrus sont présents dans les fossés longeant la ZAC, afin qu'il puisse agir auprès des propriétaires et/ou entreprises.
- ⇒ Aménagement de la place Leclerc : les alvéoles enherbées des stationnements situés face à la pâtisserie se sont creusées et vont être reprises prochainement par l'entreprise.

Registre des délibérations du 24 mars 2025

| N° Délibération | Objet | Vote |
|-----------------|--|---------------|
| 2025-022 | Approbation des délibérations de la séance du conseil municipal du 25 février 2025 | A l'unanimité |
| 2025-023 | Cotisation Foncière des Entreprises : exonération en faveur des établissements appartenant aux entreprises qui bénéficient de l'exonération prévue à l'article 44 Quindecies A dans une Zone France Ruralités Revitalisation | A l'unanimité |
| 2025-024 | Taxe Foncière sur les propriétés bâties : exonération en faveur des immeubles situés en Zone France Ruralités Revitalisation Rattachés à un établissement remplissant les conditions requises pour bénéficier de l'exonération de cotisation foncière des entreprises prévues à l'article G du Code Général des impôts | A l'unanimité |
| 2025-025 | Pré-Bocage Intercom : révision libre de l'attribution de compensation de la commune en 2025 | A l'unanimité |
| 2025-026 | Pré-Bocage Intercom : approbation du rapport de la commission locale d'évaluation des charges transférées | A l'unanimité |

Etaient présents :

S. LEBERRURIER, Mme le Maire, M. LE MAZIER, A. PREVEL, B. DELAMARRE, adjoints, S. PIERRE, C. MARIE, J. HOUIVET, A. SIMON, R. SEVIN, L. YVRAY, M. LARDILLIER, O. MALASSIS, F. GUILLOCHIN

SIGNATURES :

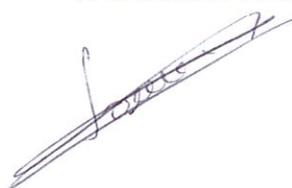
Madame le Maire



A large, stylized handwritten signature in blue ink, starting with a circular flourish that partially overlaps the official seal of the commune.



le secrétaire de séance



A handwritten signature in blue ink, consisting of several fluid, overlapping strokes.